



Conférence
des présidents
d'université

La CPU travaille sur le nouveau mode de financement des universités et demeure vigilante quant aux engagements de l'Etat en faveur de l'enseignement supérieur.

La Conférence des présidents d'université (CPU) plénière, réunie mercredi 18 juin en session extraordinaire à l'issue de la rencontre avec Valérie Pécresse, a pris connaissance des nouvelles modalités d'allocation des moyens que la DGES (Direction générale de l'enseignement supérieur) envisage d'appliquer pour 2009.

La CPU se déclare satisfaite de la progression régulière de ce chantier et se félicite de la richesse du travail mené au sein du groupe de réflexion commun CPU/DGES.

La Conférence estime que le remplacement de San Remo devenait urgent et adhère à la démarche globale de définition d'un financement à l'activité (enseignement supérieur et recherche) couplé à un mécanisme de prise en compte de l'efficacité et de la qualité des activités de formation et de recherche.

Au-delà des considérations techniques, la CPU tient à réaffirmer trois principes majeurs :

- Le succès de l'opération, tout comme d'ailleurs le succès de l'application de la LRU ou celui du plan licence, nécessite **une augmentation sensible de financement par l'Etat des activités universitaires.**
- La réflexion sur les indicateurs pertinents d'appréciation des fonctionnements doit être poursuivie, et la Conférence fera en la matière de nouvelles propositions concrètes.

- Le passage à ce nouveau mode d'allocation doit permettre tant **de donner aux établissements moins dotés de réelles possibilités de mise à niveau des moyens que de conforter les universités les mieux dotées** (relativement, car n'oublions pas que la plus riche des universités françaises reste pauvre en comparaison des standards mondiaux).

La CPU se réjouit que la Ministre ait rappelé sa volonté d'assurer l'augmentation d'un milliard d'euros de la dotation 2009 et ait confirmé le financement du plan licence pour lequel les universités s'engagent massivement.

La Conférence et avec elle la communauté universitaire seront très vigilantes afin que les engagements du Président de la République et du Premier Ministre en faveur de la croissance du budget universitaire d'un milliard d'euros par an pendant cinq ans soient intégralement respectés. Elle réaffirme également que la réussite de la modernisation des universités françaises et le renforcement de leur attractivité internationale imposent a minima **de ne pas diminuer les moyens humains affectés à nos établissements et exige même de les augmenter, en particulier en personnel IATOSS.**

Contre la tentative de certains de considérer que l'enseignement supérieur et la recherche universitaires coûtent trop cher, il est utile de rappeler qu'ils constituent, dans le contexte de la mondialisation, au contraire un investissement vital pour l'avenir de notre pays.

Plus que jamais l'université est une chance et il faut la saisir !